

# Panel Écofiscalité



Animation

Lyne Latulippe  
chercheuse principale  
à la CFFP



Avec

Jean-Philippe Meloche  
(CIRANO, UdeM)



Taxe kilométrique

Amélie Côté  
(Équiterre)



Responsabilité élargie  
des producteurs

Tommy Gagné-Dubé  
(CFFP, UdeS)



Perspective municipale

Noémie Martin  
(UdeM)



Tarification de  
l'électricité

# Intégrer le développement durable : de la fiscalité aux finances publiques



# Journée de réflexion

13 juin 2024

## Panel Écofiscalité

Lyne Latulippe  
(CFFP, UdeS)



13 juin 2024



Lyne Latulippe, professeure  
Université de Sherbrooke et  
chercheure principale CFFP

# Panel Écofiscalité

Basé sur :

Frédéric Deschênes, Samuel Carbonneau, Michaël Robert-Angers et Lyne Latulippe, *Inventaire des mesures écofiscales au Québec – Édition 2023*, Cahier de recherche 2023-11, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, 67 p.

Lyne Latulippe et Michaël Robert-Angers (juin 2023), «Écofiscalité : Origine, définition et perspectives», *Vecteur Environnement*, vol. 56, no 2.

Michaël Robert-Angers et Lyne Latulippe (2024), *Le Québec tire-t-il pleinement avantage de ses fonds spéciaux à portée environnementale?* Cahier de recherche 2024/03, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, 30 p.

## *Origine*

***Internaliser, du moins partiellement, les coûts associés à la pollution***

***Agir en fonction d'un niveau tolérable de pollution***

***Imposer une taxe au-delà d'un tel plafond***

***Offrir des incitatifs pour soutenir les changements***

## *Objectifs de politique fiscale*

- ***Changer les comportements nuisibles à l'environnement***
- ***Recueillir des recettes fiscales dédiées à des enjeux environnementaux***

***...de façon équitable en tenant compte de la redistribution***

## *Principes de politique fiscale*

***Faisabilité et simplicité***

***Coût de conformité***

***Efficacité***

***Recettes fiscales***

***Changement de comportement***

***Contrôle de la conformité***

***Difficile à contourner***

***Informations accessibles***

## *Définitions*

### ***Écofiscalité***

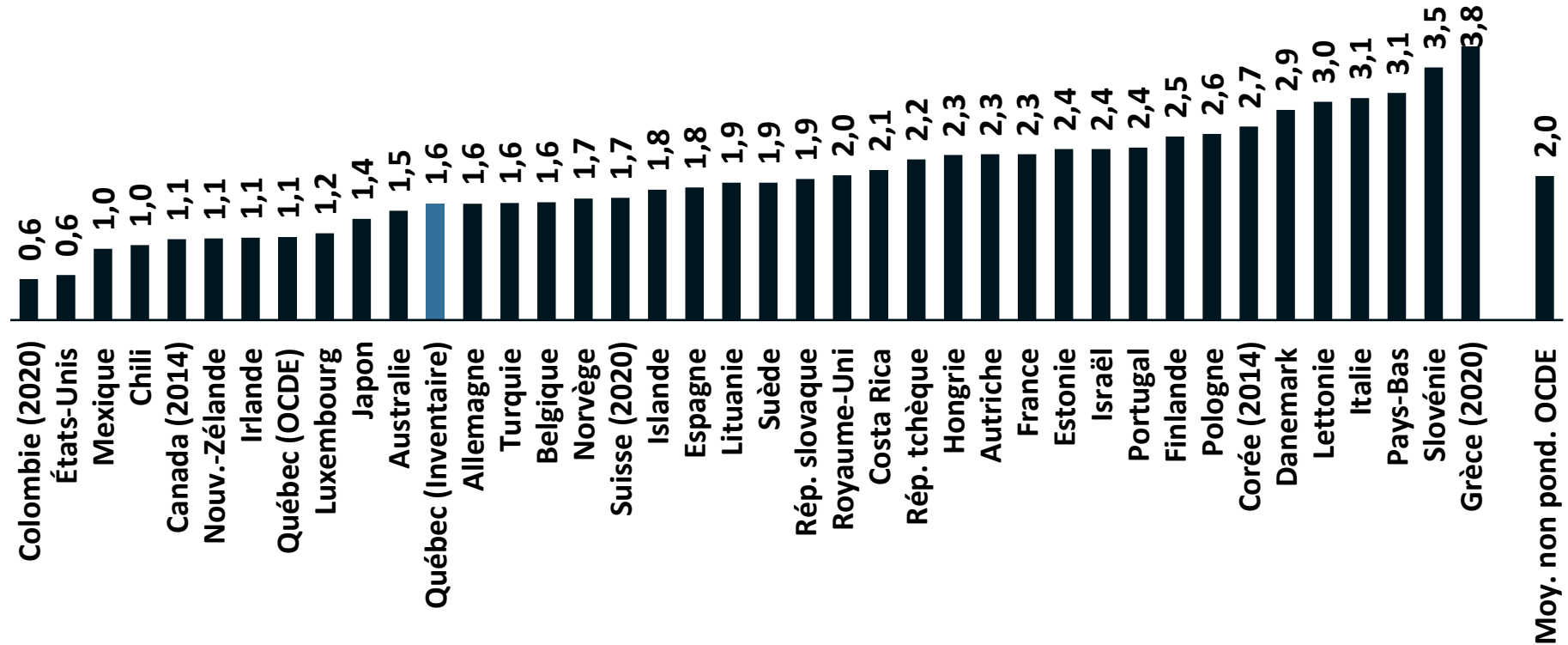
- « Ensemble des impôts, taxes et redevances dont l'assiette est constituée par un polluant ou, plus généralement, par un produit ou un service qui détériore l'environnement ou qui se traduit par un prélèvement sur des ressources naturelles. »
- Peut inclure les incitatifs ou allègements fiscaux (exemption d'impôt ou de taxe, crédit d'impôt ou déduction pour sociétés ou individus)
- Peut inclure des prélèvements faits à des organismes autres qu'un gouvernement (Écofrais)
- Excluant les subventions et la réglementation



# Principaux constats Écofiscalité au Québec



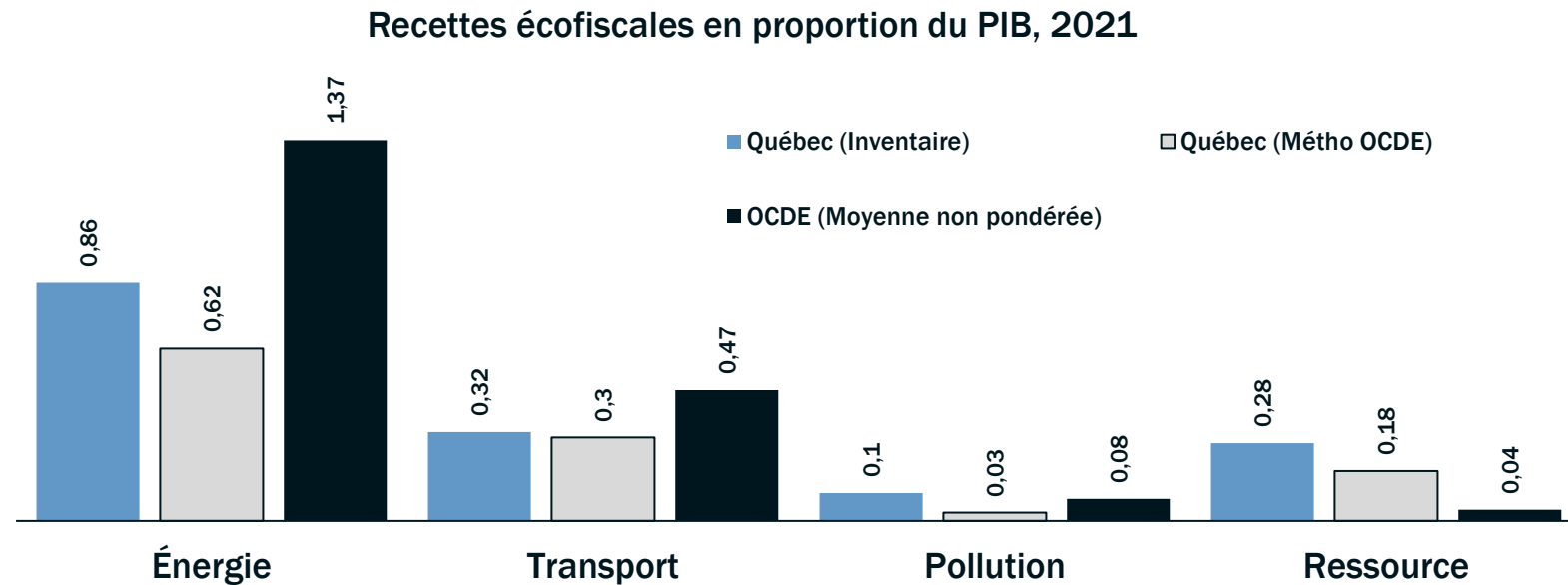
Graphique 1. **Recettes provenant des taxes liées à l'environnement, Québec et pays de l'OCDE, en proportion du PIB (pourcentage), 2021**



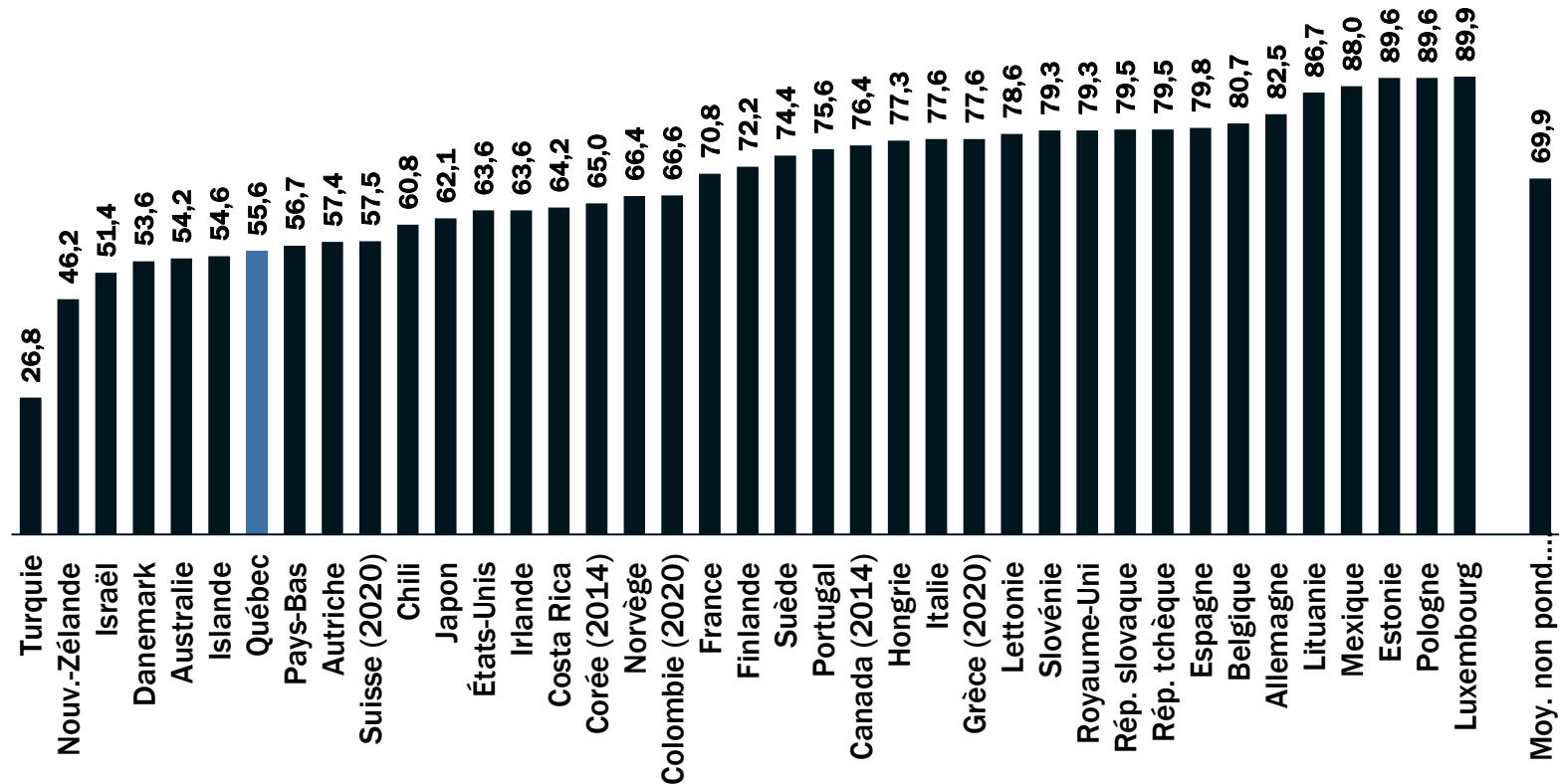
Source : OCDE. Stats, base de données et nos calculs.

Définition utilisée par l'OCDE « L'ensemble des impôts, taxes et redevances dont l'assiette est constituée par un polluant ou [...] par un produit ou un service qui détériore l'environnement ou qui se traduit par un prélèvement sur des ressources naturelles ». Dans la méthodologie de l'inventaire sont aussi incluses les dépenses fiscales favorables à l'environnement  
Classification Eurostat/OCDE permet les comparaisons internationales

- Énergie : Généralement la catégorie de mesures générant les recettes les plus importantes parmi les pays de l'OCDE, elles représentent 0,86 % du PIB du Québec (4,4 G\$) comparativement à 1,37 % du PIB pour les pays de l'OCDE. Inclus SPEDE et taxe sur les carburants.
- Transport : 0,32 % du PIB du Québec (1,6 G \$) comparativement à 0,47% du PIB pour les pays de l'OCDE.
- Ressources : Utilisation plus forte que les pays de l'OCDE due à la présence d'industries extractives (mines et forestières).



# Recettes tirées des taxes à l'environnement reposant sur l'énergie, en proportion de l'ensemble – Québec et OCDE, 2021



- Les taxes sur l'énergie constituent la principale source de recettes écofiscales parmi les pays membres de l'OCDE
- Dans une moindre mesure, il s'agit aussi de la principale source de recettes écofiscales au Québec



# Énergie

# Sommaire des mesures – Énergie, Québec



Mesure	Prélèvement / Incitatif (M\$)	% ens. mesures	% PIB 2021
SPEDE (Qc)	1 125,9	14,35	0,22
Quotes-parts des distributeurs d'énergie (Qc)	85,1*	1,08	0,02
Taxe sur carburant (Qc)	2 090,0*	26,64	0,41
Taxe d'accise sur essence et diésel (féd.)	952,0	12,14	0,19
Surtaxe sur carburant (ARTM)	85,0	1,08	0,02
Remboursement de la taxe carburant pour transport en commun (Qc)	17,4	0,22	0,00
Crédit impôt production de biocarburant (Qc)	5,7	0,07	0,00
<b>Total</b>	<b>4 361,1</b>	<b>55,60</b>	<b>0,86</b>

# Quelques nouveautés – Budget 2023 et 2024



- Le Crédit d'impôt à l'investissement pour l'électricité propre (à compter du jour du budget 2024)
- Le Crédit d'impôt à l'investissement pour l'hydrogène propre (à compter du 28 mars 2023)
- Le Crédit d'impôt à l'investissement pour la fabrication de technologies propres (à compter du 1er janvier 2024)
- Le Crédit d'impôt à l'investissement pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (à compter de 2022)
- Le Crédit d'impôt à l'investissement dans la chaîne d'approvisionnement de véhicules électriques (2024)

Estimation du coût des crédits d'impôt à l'investissement annoncés dans le cadre du budget 2023, en M\$

Mesure	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	Total
Crédit d'impôt à l'investissement pour l'électricité propre		800	1 400	1 900	2 200	6 300
Crédit d'impôt à l'investissement pour l'hydrogène propre	90	330	1 150	2 050	1 940	5 560
Crédit d'impôt à l'investissement pour la fabrication de technologies propres	35	1 015	1 020	1 170	1 270	4 510
Crédit d'impôt bonifié à l'investissement pour le captage, l'utilisation et le stockage du carbone	115	365	841	1 590	1 670	4 581
<b>Total</b>	<b>240</b>	<b>2 510</b>	<b>4 411</b>	<b>6 710</b>	<b>7 080</b>	<b>20 951</b>



# Transports

# Sommaire des mesures écofiscales – Transports, Québec, 2021 (\*2021-2022)



Mesure	Prélèvement/Incitatif (M\$)	% ens. mesures	% PIB 2021
Permis de conduire et droits immatriculation (Qc)	1 220,5	15,56	0,24
Droits additionnels pour moteurs de forte cylindrée, portion SOFIL (Qc)	89,6	1,25	0,02
Contribution add. des automob., transp. en commun (Qc)	98,1	1,14	0,02
Contribution add. pour immatriculation (Ville de Montréal)	36,4	0,46	0,01
Exemptions visant les véhicules électriques (Qc)	9,2	0,12	0,00
Taxe d'accise – véhicules énergivores (féd.)	1,3*	0,02	0,00
Taxe d'accise - climatiseurs d'automobile (féd.)	26,1*	0,28	0,01
Exonération TVQ - Transport en commun (Qc)	59,8	0,76	0,02
Exonération TPS – Transport en commun (féd.)	22,1	0,28	0,01
Droits pour sécurité des passagers – Transport aérien (féd.)	28,0*	0,36	0,01
Déduction pour amortissement – VZE (féd.)	0,8	0,01	0,00
<b>Total</b>	<b>1 591,8</b>	<b>20,29</b>	<b>0,32</b>





# Pollution

# Sommaire des mesures écofiscales – Pollution, Québec, 2021 (\*2021-2022)



Mesure	Prélèvement/Incitatif (M\$)	% ens. mesures	% PIB 2021
Droits sur les pneus neufs (Qc)	32,6*	0,42	0,01
Consignation (Qc)	4,8*	0,06	0,00
Redevances – Matières résiduelles (Qc)	137,7*	1,75	0,03
Écofrais (Qc)	58,6	0,75	0,01
Compensation contenants, imprimés et journaux (Qc)	232,5*	2,96	0,05
Droits annuels, assainissement en milieu industriel (Qc)	6,1*	0,08	0,00
Crédit impôt - Mise aux normes install. eaux usées (Qc)	10,8*	0,14	0,00
<b>Total</b>	<b>483,0</b>	<b>6,16</b>	<b>0,10</b>



# Ressources

# Sommaire des mesures écofiscales – Ressources, Québec, 2021 (\*2021-2022)



Mesure	Prélèvement/Incitatif (M\$)	% ens. mesures	% PIB 2021
Redevances sur l'eau (Qc)	2,9*	0,04	0,00
Compensation pour milieu humide (Qc)	36,6*	0,47	0,01
Déductibilité – Contributions fiduciaire pour l'env. (féd.)	11,1	0,14	0,00
Allègements fiscaux – Dons de terres écosensibles (féd.)	3,2*	0,04	0,00
Droits et permis – Ressources forestières (Qc)	426,6*	5,44	0,08
Droits miniers (Qc)	926,2*	11,81	0,18
Licence, exploration, production et stockage hydrocarbures (Qc)	1,7*	0,02	0,00
<b>Total</b>	<b>1 408,3</b>	<b>17,95</b>	<b>0,28</b>



# Utilisation des sommes prélevées par les mesures écofiscales

# Formes d'utilisation des prélèvements écofiscaux



- Les prélèvements peuvent servir à réduire d'autres types d'impôts ou de taxes
- Recyclage au moyen de versements de prestation.
- Verser les recettes au fonds général du fonds consolidé du revenu
- Utilisées à des fins précises par des versements à des fonds spéciaux

## ■ Types de fonds

- Fonds bleu
- Fonds des ressources naturelles (FRN)
- Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétique (FTIÉÉ)
- Fonds d'électrification et de changement climatique (FECC)
- Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État (FPEDHÉ)
- Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)

## ■ Mandat du fonds

- Facilite le financement à l'aide de fonds perçus spécifiquement pour certaines fins.
- Peut faciliter l'acceptation sociale de certaines mesures écofiscales.
- Importance de la gouvernance et transparence

- L'écofiscalité demeure relativement peu utilisée au Québec où les mesures écofiscales représentent 1,6 % du PIB en 2021.
- Minimale, l'indexation des mesures existantes est requise.
- L'écofiscalité doit être intégrée dans une stratégie globale, représente un des outils dans le coffre à outils.



# Intégrer le développement durable : de la fiscalité aux finances publiques



# Journée de réflexion

13 juin 2024

## Panel Écofiscalité

Jean-Philippe Meloche  
(CIRANO, UdeM)





# Remplacer la taxe sur les carburants par une taxe kilométrique ?

**Michaël Robert-Angers**

Chaire en fiscalité et en finances publiques  
Université de Sherbrooke

**Jean-Philippe Meloche**

École d'urbanisme et d'architecture de paysage  
Université de Montréal

**Luc Godbout**

Chaire en fiscalité et en finances publiques  
École de gestion  
Université de Sherbrooke

Journée de réflexion CFFP 2024  
Longueuil, 13 juin 2024



# Étude à paraître



## REEMPLACER (ÉVENTUELLEMENT) LA TAXE SUR LES CARBURANTS PAR UNE TAXE KILOMÉTRIQUE?

Cahier de recherche 2024/06

MICHAEL ROBERT-ANGERS

JEAN-PHILIPPE MELOCHE

LUC GODBOUT

JUIN 2024



# Quelques principes

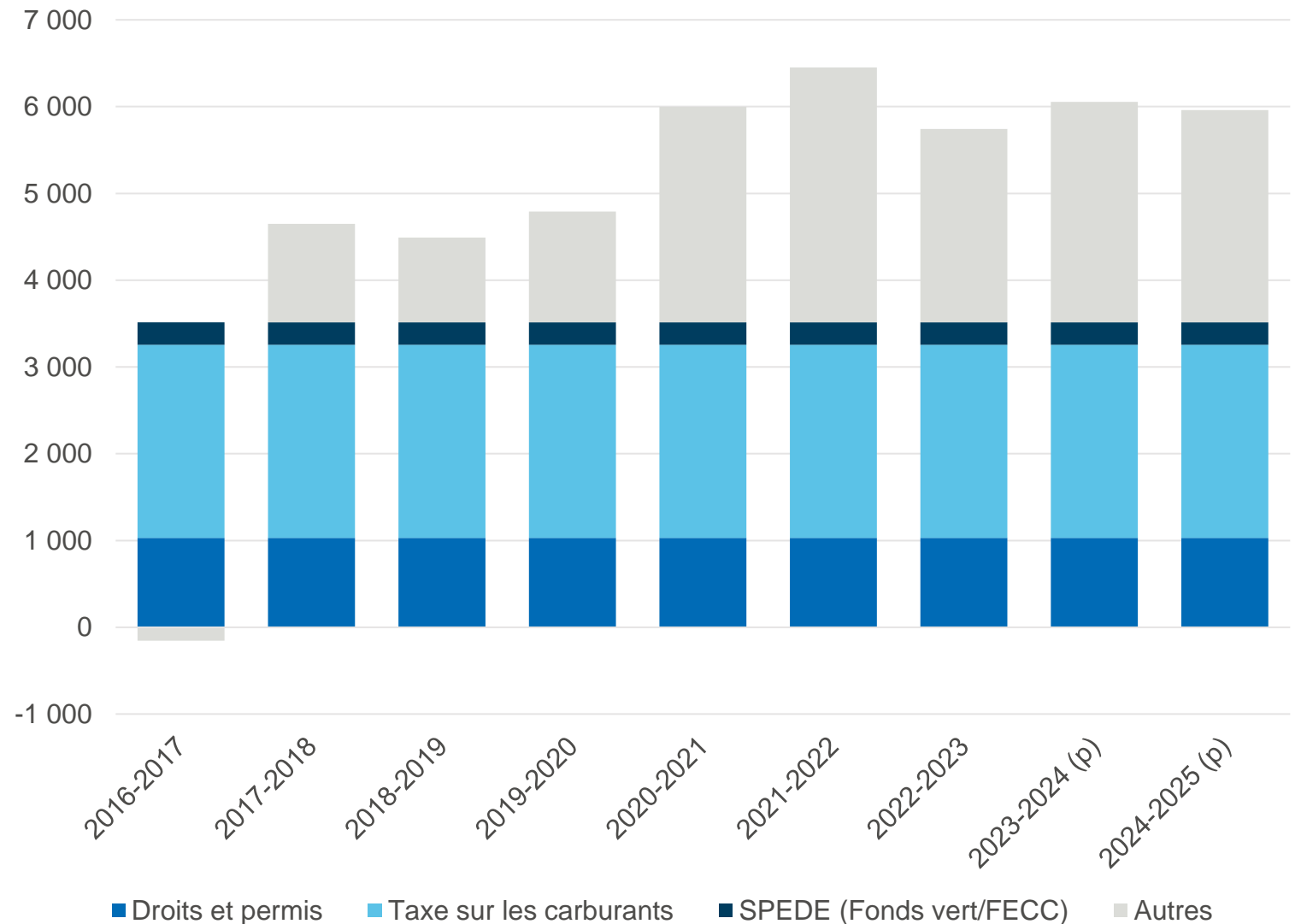
**Utilisateur-payeur** : l'utilisateur doit assumer les coûts liés aux services qu'il utilise.

**Pollueur-payeur** : les personnes qui génèrent de la pollution doivent en assumer les coûts.

**Bénéficiaire-payeur** : les agents qui bénéficient d'un service doivent contribuer à son financement (même s'ils ne sont pas utilisateurs).

# Le problème du financement des routes

La contribution des automobilistes au **Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)** ne correspond pas à l'évolution des dépenses



# Le problème du financement des routes

## Principe de l'utilisateur-payeur

Recettes (2022)	(M\$)	Dépenses (2022)	(M\$)
Taxe sur les carburants (Qc)	2 142	Dépenses provinciales FORT, réseau supérieur*	3 141
Droits d'immatriculation et permis de conduire	1 446	Dépenses provinciales du ministère des Transports du Québec (nettes de versements au FORT)	521
Taxe d'accise fédérale sur l'essence et le diesel	1 016	Dépenses municipales nettes	2 833
Péages routiers	141	Dépenses fédérales	220
Surtaxe sur les carburants de l'ARTM (3 cents)	87	<b>Total des dépenses</b>	<b>6 715</b>
Taxe d'accise sur les véhicules énergivores	2		
Droits des exploitants de carrières et sablières	46		
<b>Recettes totales</b>	<b>4 879</b>		

**Manque à gagner de 1,8 milliards \$**

## Principe de pollueur-payeur

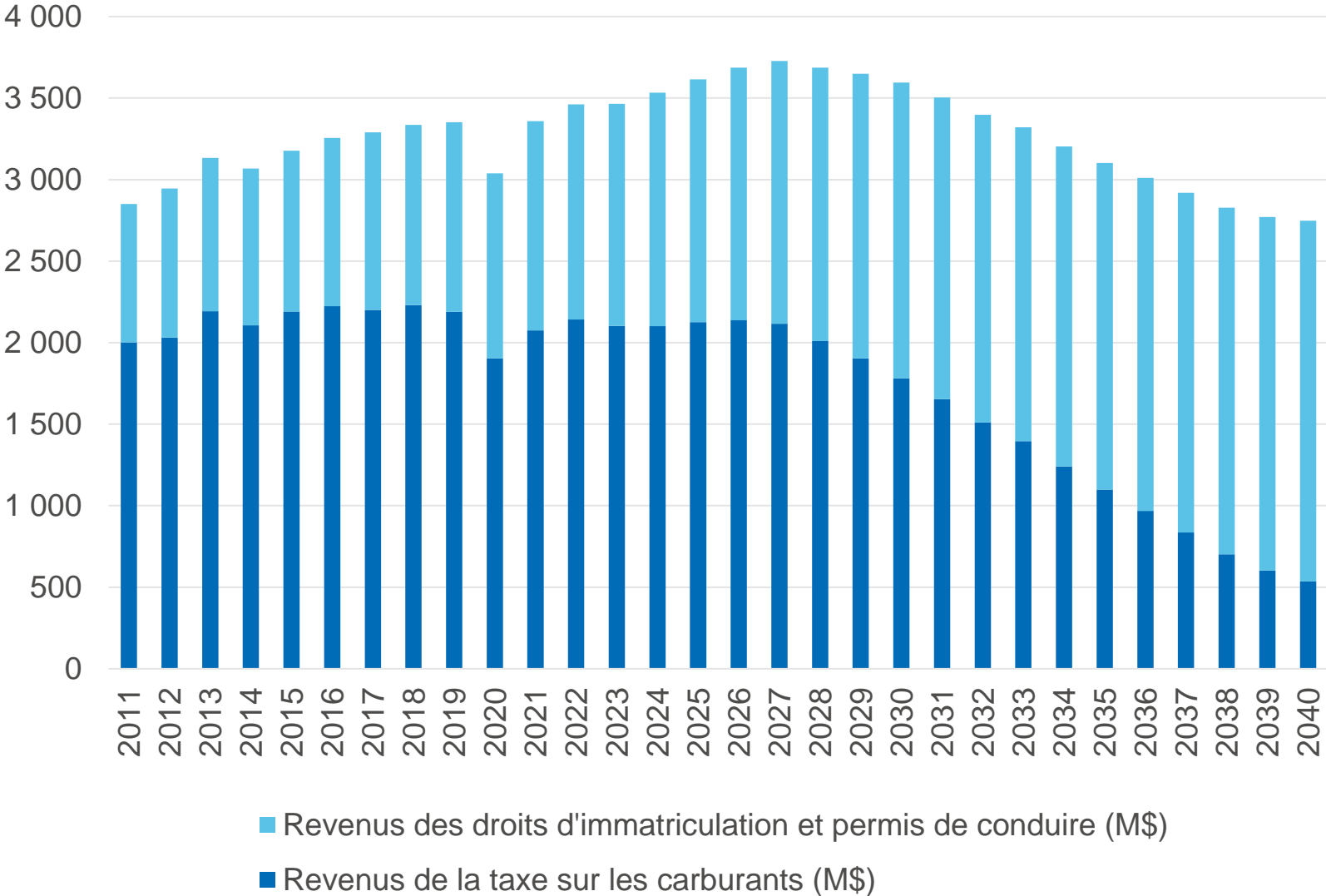
Taxes environnementales (2022)	
Recettes tirées du SPEDE	1 089
<b>Coût des externalités (2022)</b>	
Gaz à effet de serre	(1 500)
Congestion	(3 700)

**Manque à gagner de 4,1 milliards \$**

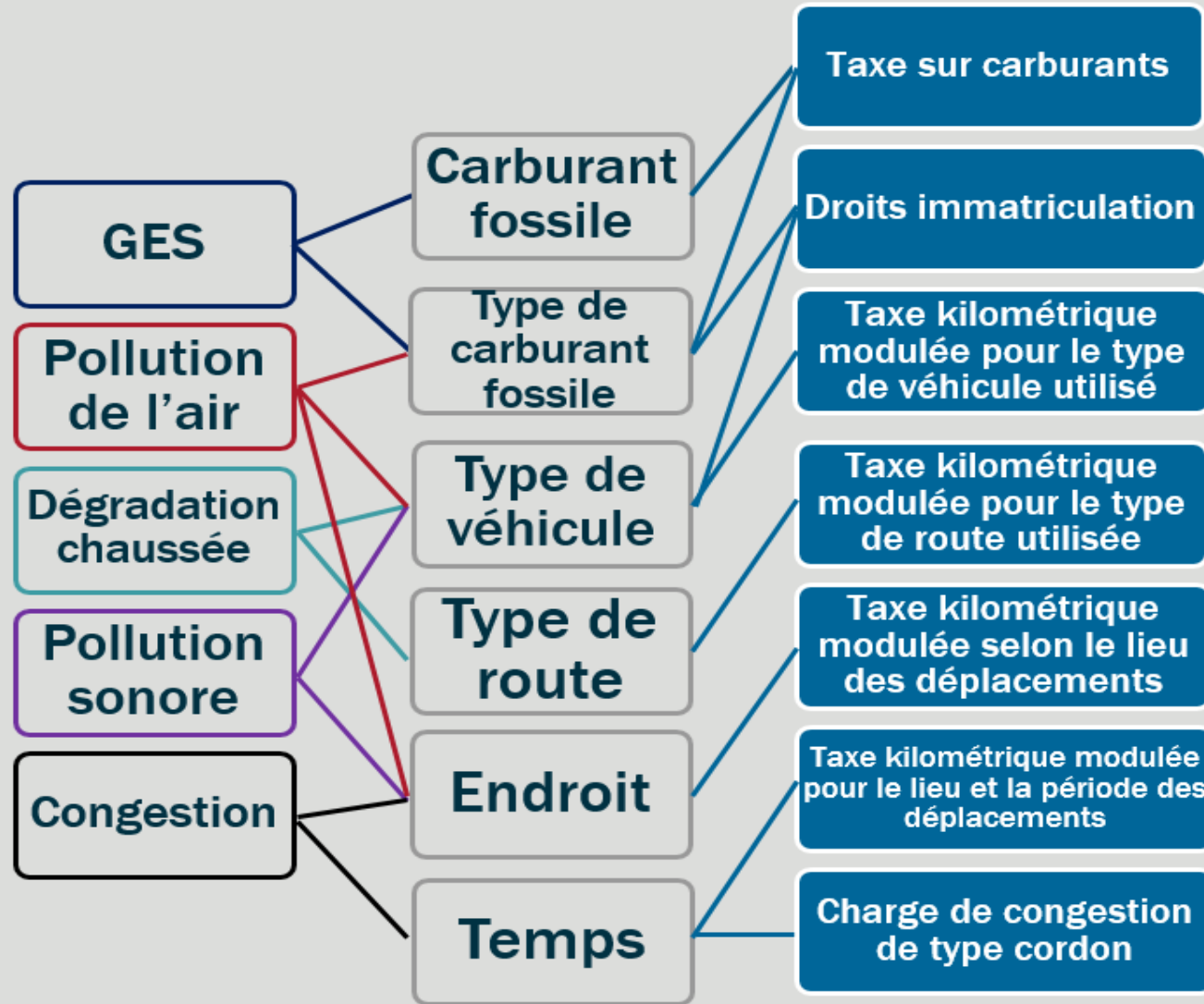
**Subvention implicite à l'utilisation des routes de 5,9 milliards \$ en 2022**

# Le problème du financement des routes

Effacement graduel des recettes tirées des taxes sur les carburants



# Quels sont les solutions ?



La **taxe kilométrique** apparaît comme la meilleure solution à long terme pour remplacer les taxes sur les carburants



# Quelques exemples de tarification kilométrique



**OReGO**



Land Transport Authority



**TOLL COLLECT**  
*service on the road*

- Suisse (2001)
- Allemagne (2005)**
- Slovaquie (2010)
- Hongrie (2013)
- Russie (2015)
- Belgique (2016)
- Tchéquie (2019)
- Bulgarie (2020)
- Pologne (2021)

# Coûts et avantages de la tarification kilométrique

## Coûts

L'implantation d'une taxe kilométrique entraîne des coûts d'implantation et de gestion élevés

**Implantation** : entre 130 \$ à 220 \$ par véhicules

**Gestion** : Entre 5 % et 13 % des recettes prélevées

## Bénéfices

La taxe kilométrique est la seule à permettre une gestion efficace des infrastructures routières



Congestion  
Pollution  
Accidents

# La marche à suivre

## Hausser d'abord la taxe sur les carburants

### Taux actuels (2024)

Carburant	Taxe d'accise fédérale	Taxe spécifique sur les carburants (Qc)
Essence sans plomb	10 cents	19,2 cents
Mazout (diésel)	4 cents	20,2 cents

**Contribution actuelle :**

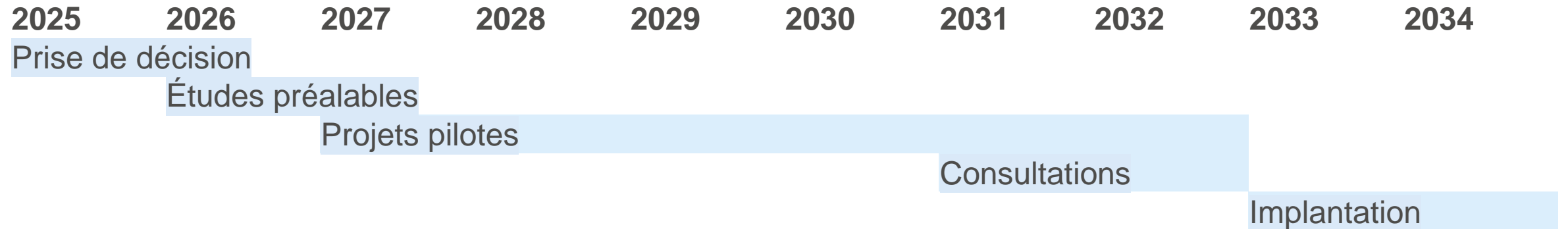
1,53 \$/100km

**Contribution nécessaire :**

5,30 \$/100km

# La marche à suivre

## Se doter d'une feuille de route pour implanter la taxe kilométrique





# MERCI

[Jean-philippe.meloche@umontreal.ca](mailto:Jean-philippe.meloche@umontreal.ca)

# Intégrer le développement durable : de la fiscalité aux finances publiques



# Journée de réflexion

13 juin 2024

## Panel Écofiscalité

Amélie Côté  
(Équiterre)



# Responsabilité élargie des producteurs



Amélie Côté, M. Env.  
Analyste en réduction à la source

Équiterre

# DEUX ÉTUDES D'ÉQUITERRE



Avec un financement du

**Canada**

Outiller les entreprises d'économie sociale pour déployer des solutions de réemploi au travers des filières responsabilité élargies des producteurs

Publication à l'automne 2024

En collaboration avec le Chantier de l'économie sociale

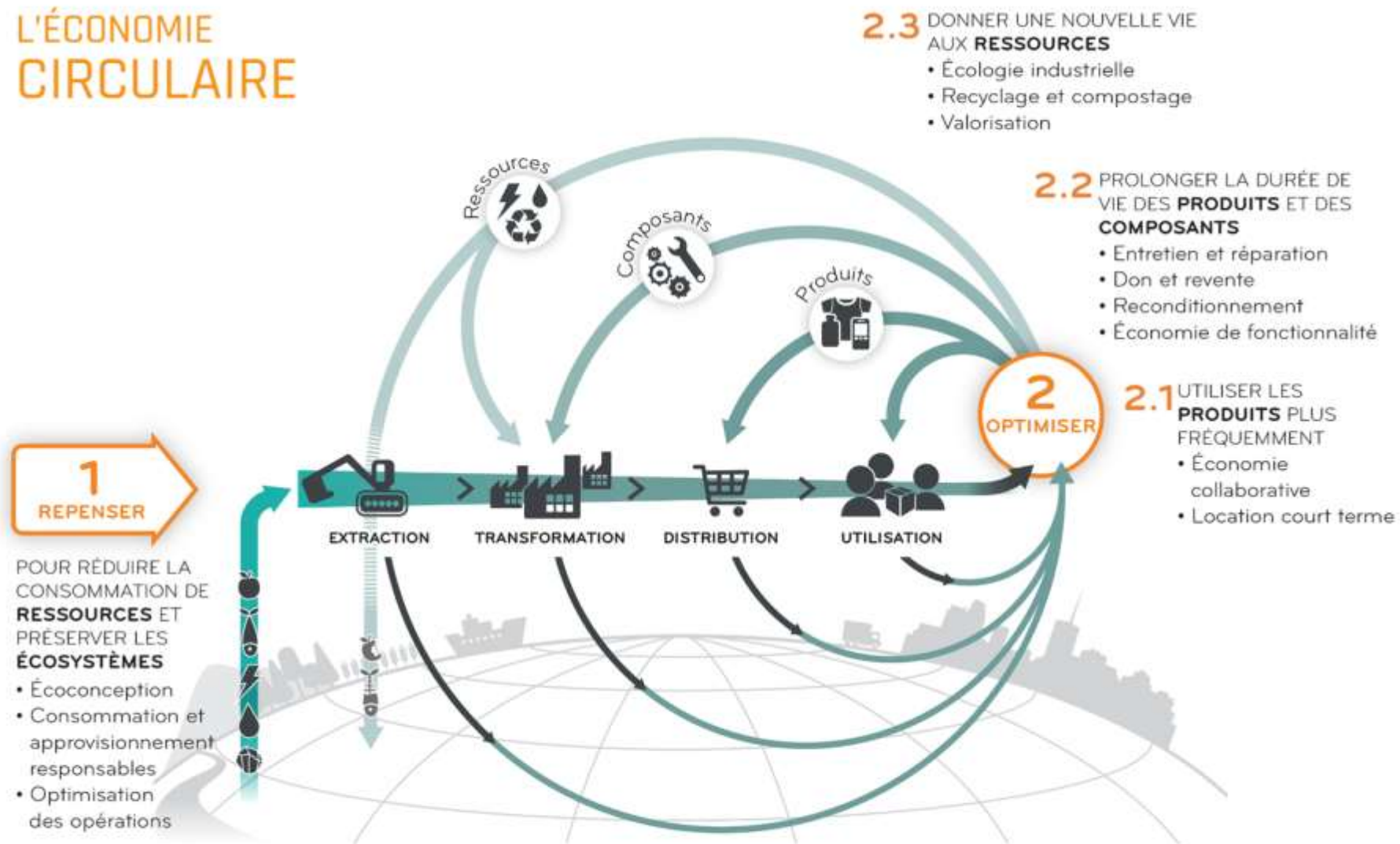
Grâce à la contribution financière du gouvernement du Québec

**Éqt**



# GESTION DES MATIÈRES ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE

## L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE



## RESPONSABILITÉ ÉLARGIE DES PRODUCTEURS (REP)

Approche qui vise à transférer la responsabilité financière et organisationnelle de la gestion des matières résiduelles associées à la consommation de produits aux entreprises qui sont à l'origine de leur mise en marché.

### Types de programmes

- Individuel : une seule entreprise
- Commun : regroupement d'entreprises ayant un lien de propriété
- Collectif : mis en oeuvre par un organisme de gestion reconnu (OGR) au nom de ses membres

## FINANCEMENT DES SYSTÈMES DE REP

### Écofrais



- Frais de récupération et de valorisation perçus auprès des entreprises membres en fonction des objets mis en marché
- L'OGR détermine de l'utilisation des sommes collectées

### Valeur déterminée par les responsables des programmes



- Appareils électroniques : 0,13\$ à 13,75\$
- Appareils de réfrigération : 22 à 30\$

## CIBLES DE RÉCUPÉRATION – EXEMPLE DES APPAREILS ÉLECTRONIQUES

Types d'appareils	2021		
	Taux de récupération	Cible	Écart
Ordinateur de bureau	79%	45%	34%
Ordinateurs portables/tablettes	5%	45%	-40%
Écrans ordinateurs/téléviseurs	53%	45%	8%
Imprimantes/numériseurs	48%	45%	3%
Téléphones cellulaires	3%	30%	-27%
Téléphones conventionnels	14%	30%	-16%
Systèmes audio-vidéo non portables	88%	45%	43%
Systèmes audio-vidéo portables	1%	30%	-29%
Taux de réemploi	Environ 11%	N/A	


Baisse du taux de réemploi



## EXEMPLE DES APPAREILS ÉLECTRONIQUES

« Des modifications ont été apportées au RRVPE en 2019 pour annuler les pénalités accumulées depuis 2014 par les responsables de programmes. En 2019, le montant actualisé de ces pénalités a été estimé à 23,3 millions de dollars. »

Source : MELCC, 2021

Quelles mesures  
d'écosfiscalité pour  
soutenir la réduction à la  
source et le réemploi? 

# Recommandations



ENCADREMENT  
RÉGLEMENTAIRE DE  
L'UTILISATION DES  
ÉCOFRAIS ET  
COMPENSATION DES  
ACTIVITÉS DE RÉEMPLOI



MISE EN PLACE DE  
FONDS DE RÉEMPLOI



INSTAURATION D'UN  
BONUS RÉPARATION

A collection of various hand tools including screwdrivers, pliers, and a saw, with the word 'Conclusion' overlaid in white text.

# Conclusion



**Intégrer le développement durable : de la fiscalité aux finances publiques**



**Journée de réflexion**

**13 juin 2024**

**Panel Écofiscalité**

**Tommy Gagné-Dubé  
(CFFP, UdeS)**



13 juin 2024



Chaire en  
**fiscalité** et en  
**finances publiques**

Tommy Gagné-Dubé

# Panel - Écofiscalité « Perspective municipale »

**Journée de réflexion 2024 de la CFFP | Intégrer le développement durable: de la fiscalité aux finances publiques**

# Plan de la présentation

**1** Préambule

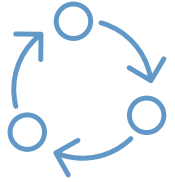
**2** Fiscalité municipale

**3** Écofiscalité municipale

**4** Défis et opportunités

**5** Remarques finales

# Préambule



Étude du processus de prise de décision en matière de politique fiscale municipale



Principale source: séances de conseils municipaux



Compléments: Citations dans les médias (télévision, radio, journaux, médias sociaux)



À venir: Entrevues des acteurs municipaux

❖ Marie-Jeanne Deschênes

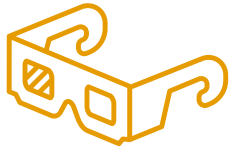
❖ Léa Béliveau

❖ Louis Lemay

❖ Justine Roy



Contextualiser l'écofiscalité municipale



Suivant le regard des élus et administrateurs municipaux



Sans poser un jugement sur les décisions

# Fiscalité municipale



**2018**

**Pouvoir général de taxation**

**Redevances réglementaires**

**2023**

**Taxation par secteurs**

**Taxe logements sous-utilisés**

**Taxe sur l'immatriculation**



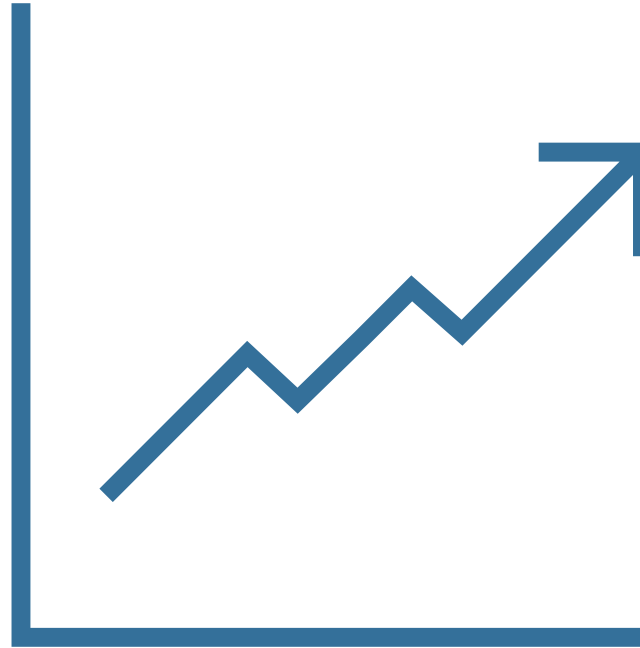
Temps



Sujets



Intervenants



## Compréhension des pouvoirs fiscaux

Exemple: La **grande majorité** des élus d'une ville expriment explicitement ou démontrent par leurs propos une incompréhension de paramètres importants d'une mesure fiscale adoptée.

## Rapidité de la mise en place

«Il faut savoir que le texte définitif de la loi n'est pas sorti actuellement. Je viens d'aller voir à l'instant s'il n'avait pas été [déposé]. On a tout ce qu'on a. »

« Je trouve que ça va vite un peu... »

- Élu municipal

Quelques exemples:

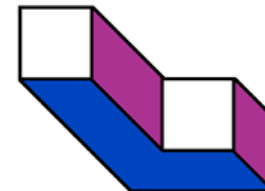
❖ Taxe coefficient d'occupation du sol



❖ Redevance touristique



❖ Taxe sur les surfaces imperméables



**Source:** Les logos sont tirés des sites web des villes respectives

« À titre de conseiller municipal d'un district de périphérie, j'ai entendu mes citoyens, mes citoyennes, j'ai cherché à connaître leurs préoccupations face à ça [...] **j'espère que mes autres collègues des périphéries vont aller dans ce sens-là** ce soir. »

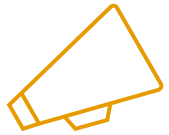
- Élu municipal

« Cette mesure-là, parce qu'elle est novatrice, parce qu'elle change les règles du jeu, elle **nous force à défendre notre paroisse** et notre obligation c'est de défendre l'ensemble de la ville, et c'est ça qui est problématique et dangereux, je pense [...] c'est que cela **nous force à choisir des gagnants et des perdants**. »

- Élu municipal



Présence accrue dans les médias (+ 1 000 municipalités)



Échanges avec gouvernement du Québec



Objet de recherche plus fréquent

« Les Québécois sont déjà surtaxés, donc soyez prudents. Et avant de penser à aller chercher des revenus additionnels, regardez donc pour réduire vos dépenses »  
- François Legault, 13 décembre 2023



Conscience par les acteurs municipaux

# Écofiscalité municipale



J'aimerais ça que le ministre donne des exemples, quelles taxes pourraient être... étant donné qu'il a fait ses travaux, qu'il a produit le projet de loi, **quels genres de taxe qu'une ville pourrait faire**, parce que la réalité, c'est qu'à la fin c'est toujours la même personne qui paie, là. C'est le contribuable, là, qui paie à la fin, là, peu importe le style de taxe, là.

**Sébastien Schneeberger**

Député

Étude détaillée du projet de loi n° 122, 1<sup>er</sup> juin 2017

Oui. Bien, j'ai nommé les taxes sur le stationnement parce que Montréal a utilisé ce pouvoir-là de cette façon-là. Ça a été mentionné par la ville de Québec comme une avenue possible. **D'autres villes parlent d'écofiscalité, de taxes qui changeraient le comportement pour mieux protéger l'environnement, notamment.**

**Martin Coiteux**

ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Étude détaillée du projet de loi n° 122, 1<sup>er</sup> juin 2017

**2018-2021**

**Peu de mentions dans les réunions publiques**  
(contrainte: accès plus limité aux séances)

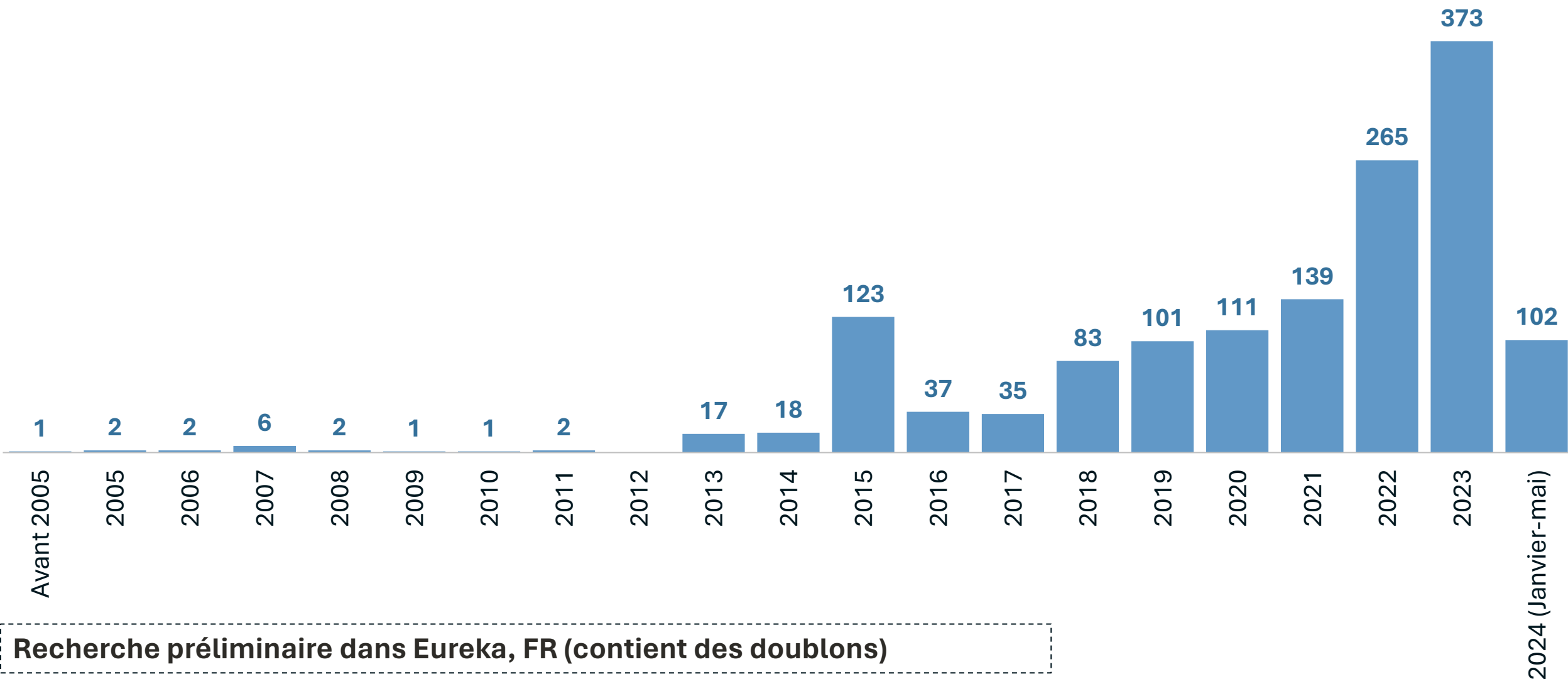
**2022**

**Mentions plus fréquentes, formation de comités**

**2023-2024**

**Mentions régulières, évoqué dans presque toutes les grandes villes du Québec**

# Écofiscalité municipale | Augmentation de la présence média



Recherche préliminaire dans Eureka, FR (contient des doublons)

**AFFAIRES**

## Les Affaires

Entreprendre, samedi 11 janvier 1997 772 mots, p. 14

Environnement

## Québec envisage de recourir davantage à la fiscalité verte

Gendron, Corinne

Réglementaire pour se tourner vers les instruments économiques.

### La fiscalité

Dans un document publié dans le cadre de la **Commission sur la fiscalité** et intitulé *L'environnement et l'écofiscalité*, **Paul Lanoie**, économiste, professeur aux HEC et membre de GERME, explique qu'il existe deux catégories d'instruments économiques pouvant être utilisés à des fins environnementale. Les instruments économiques non fiscaux regroupent des mécanismes tels que les permis échangeables, utilisés notamment aux États-Unis, ou la consignation, qui est bien connue au Québec. Quant aux instruments fiscaux, ils désignent non seulement les écotaxes ou les taxes vertes comme plusieurs se plaisent à les appeler, mais également les redevances d'utilisation ou les incitatifs fiscaux.

Application concrète des principes pollueur payeur et utilisateur payeur, la fiscalité environnementale est un moyen d'internalisation des coûts devrait trouver preneur auprès d'une partie croissante de la population.

### Municipalités

Selon **Alain Webster** de l'**Université de Sherbrooke**, conférencier lors d'un récent congrès de l'**Union québécoise pour la conservation de la nature**, les entreprises situées sur le territoire de la **Communauté urbaine de Montréal** utilisaient en 1991 près de 17 % de la capacité de traitement de la station d'épuration, alors qu'elles ne finançaient que 8,5 % de ses coûts d'exploitation à travers la taxation municipale. Cet écart correspondait à un manque à gagner annuel de 6 M\$.

Ces chiffres ont été recueillis par Michel Laduc, maire de Ville Lasalle et responsable de l'environnement à la

- ❖ Discussion axée sur la compréhension, définition peu débattue
- ❖ Varie largement d'une municipalité à l'autre, généralement une interprétation large
- ❖ « Bâton » plus utilisé que « carotte »



**Revenus:** motif le plus souvent évoqué (contexte budgétaire complexe pour les municipalités, diversification)



**Modification des comportements:** généralement évoqué, souvent accessoire (perçu comme un bonus), plus lointain et difficile à mesurer

# Défis et opportunités



## Objectifs de la mesure

- ❖ Difficulté à définir un objectif précis
- ❖ Cohérence interne de la mesure

## Cadre municipal

- ❖ Devoir d'exemplarité: « Il va falloir aussi être exemplaire. Tu sais, tu prends un stationnement comme celui du X, qui est très peu utilisé...»
- ❖ Cohérence du cadre réglementaire

## Population

- ❖ Fréquence des questions du public
- ❖ Manifestation de l'opposition (appels, pétitions, lettres ouvertes, etc.)

« Moi aussi, j'ai eu des appels, j'ai eu des courriels de citoyens. Ce n'est pas une chaîne de lettres. Ils disent que c'est assez. »

- Élu municipal

## Population

- ❖ Fréquence des questions du public
- ❖ Manifestation de l'opposition (appels, pétitions, lettres ouvertes, etc.)

## Tribunaux

- ❖ Frein pour les municipalités qui souhaitent émuler
- ❖ Impacts majeurs pour municipalités (\$, capacité, réputation, etc.)

## Élections municipales de 2025

- ❖ Première élection avec un bilan qui inclut de nouvelles mesures fiscales
- ❖ Débats abolition | maintien | ajouts

« Je vais aussi répondre à mon collègue X. Tu parles de cynisme auprès de la population. Je trouve qu'**en matière d'écofiscalité, on est mal parti** à [nom de la municipalité] avec la taxe piscine.

À mon avis, ça, ça crée du cynisme parce **qu'on n'offrait pas une alternative logique et cohérente** au fait de taxer les piscines privées pour offrir un service adéquat en piscine publique. »

- Élu municipal

## Équipes municipales

- ❖ Collaboration Finances + autres services
- ❖ Chiffrement des coûts directs et indirects
- ❖ Disponibilité de l'expertise

## Collaborations externes

- ❖ Chercheurs
- ❖ Fédérations municipales et administrateurs municipaux
- ❖ Développement d'une nouvelle expertise

# Écofiscalité | Multiplication des initiatives



## Le Québec et l'écofiscalité : État de la recherche et partage d'expériences

Colloque organisé par le CIRANO et le CERGO

### COMA FORMATIONS

## MULTIPLIEZ VOS ATOUTS

➔ Pour s'inscrire

0,7 UFC  
Meilleures pratiques de gestion de l'écofiscalité au Québec

Formatrice:  
  
Marie Tremblay-Royon, professeure adjointe et directrice générale du CERGO, avec l'expertise de l'administration publique.

**Présentation de la formation**  
En dépit de l'octroi, par le gouvernement du Québec, de nouveaux pouvoirs de prélèvements monétaires aux municipalités, celles-ci tardent à les mettre en œuvre. Cependant, quelques pionnières ont récemment adopté des règlements faisant usage de la tarification, du pouvoir général de taxation ou des redevances réglementaires (dont la redevance de développement) au bénéfice de la transition écologique. Ces innovations touchent une variété de domaines : l'urbanisme, la gestion des matières résiduelles, les émissions de GES, etc.

L'appropriation vulgarisée, afin d'être accessible à tous, sera mise en œuvre au Québec.

**Objectifs généraux**  
À la fin de la formation, les participants seront en mesure de :

- D'expliquer
- D'analyser
- D'évaluer

## Vareennes, Victoriaville et la SNAP Québec se lancent dans un projet innovant en écofiscalité

## L'écofiscalité municipale au Québec

Publié le 11 mai 2023



## Un scientifique en résidence pour innover dans le domaine de la fiscalité municipale

5 juillet 2023

## ÉTUDE SUR LA MISE EN ŒUVRE D'OUTILS D'ÉCOFISCALITÉ AU SERVICE DE LA CONSERVATION ET DE L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES BASSES-TERRES DU SAINT-LAURENT

2023RP-14  
RAPPORT DE PROJET

## Programme de recherche en partenariat sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre - Volet Écofiscalité

Deuxième concours 2024-2025

Guide d'Appel de propositions

Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies

Plan pour une économie verte



Québec

# Remarques finales

# Remarques finales | Constats



- ❖ Contexte d'ébullition
- ❖ Soubresauts récents
- ❖ Complexité pour les petites municipalités



# Remarques finales | Ouverture

- ❖ Perspective encore peu explorée
- ❖ Résultats plus détaillés à venir

# Intégrer le développement durable : de la fiscalité aux finances publiques



# Journée de réflexion

13 juin 2024

## Panel Écofiscalité

Noémie Martin  
(UdeM)



# Choisir de payer plus pour l'électricité

---

Une expérience sur le niveau de coopération  
des consommateurs résidentiels

Tiré de: Vert Martin, N.; Pineau, P.-O. Choosing to Pay More for Electricity: An Experiment on the Level of Residential Consumer Cooperation. *Energies* 2024, 17, 1317.

# Tarifs et consommations d'électricité en Amérique du Nord

- Régions productrices d'hydro-électricité fixent les prix les plus bas
- Sont aussi les régions où la consommation par habitant est la plus élevée...
- Solution: augmenter les prix au Québec, diminuer la consommation bas-carbone et exporter le surplus ou les utiliser pour décarboner (sachant que le coût marginal de production est plus élevé que le prix de vente moyen).
- Existe-t-il un contexte où les consommateurs résidentiels accepteraient de payer plus ? Quel rôle le bénéfice environnemental peut-il jouer ?



Tarifs aux kWh dans les villes Nord-Américaines (Hydro-Québec, 2023)

# Expériences en laboratoire

- Deux sessions: 2009 et 2022
- Assignment aléatoire à un type de consommateur
- Choix entre deux tarifs:

## Tarif de base

- Reflète la situation actuelle au Québec

## Tarif Alternatif

- +3¢/kWh plus cher
- Diminution de la consommation → Surplus exporté
- Bénéfice environnemental
- Profits redistribués également

- Choix répétés en 2022
- Questionnaires de sensibilité à l'environnement, altruisme et confiance dans les institutions.

# Expériences en laboratoire

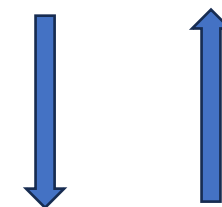
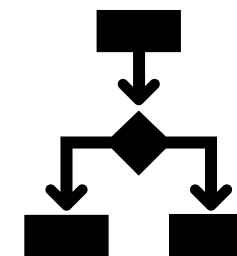
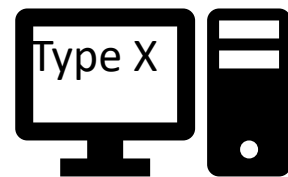
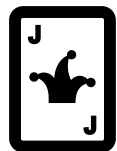
Table A2. Price options in 2022.

Basic Price Option Specification					
	Monthly Consumption (kWh)	Fixed Charge	Price of first 1217 kWh	Price of Additional kWh	Total
<b>A</b>	2671	CAD 12.52	CAD 74.93	CAD 138.21	CAD 225.66
<b>B</b>	861	CAD 12.52	CAD 53.06	CAD 0.00	CAD 65.58
<b>C</b>	1341	CAD 12.52	CAD 74.93	CAD 11.80	CAD 99.26
<b>D</b>	585	CAD 12.52	CAD 36.06	CAD 0.00	CAD 48.58
Alternative Price Option Specification					
	Monthly Consumption (kWh)	Fixed Charge	Price of First 1217 kWh	Price of Additional kWh	Total
<b>A</b>	2404	CAD 12.52	CAD 111.43	CAD 148.45	CAD 272.40
<b>B</b>	775	CAD 12.52	CAD 71.01	CAD 0.00	CAD 83.53
<b>C</b>	1207	CAD 12.52	CAD 110.53	CAD 0.00	CAD 123.05
<b>D</b>	527	CAD 12.52	CAD 48.26	CAD 0.00	CAD 60.78

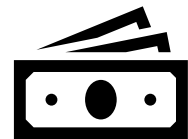
<b>A</b> Maison + chauffage électrique	<b>B</b> Maison + chauffage au gaz
<b>C</b> Apt. + chauffage électrique	<b>D</b> Apt. + chauffage au gaz

# Déroulé de l'expérience

Laboratoire



2022



# Résultats: proportion qui accepte de payer plus

Table 5. Results of the experiment: proportion of participants choosing to contribute.

Year	Round	Type				Certainty Level			Total	
		A	B	C	D	Certainty	Risk	Ambiguity		
2009	1	44.00%	54.00%	56.00%	54.00%	56.25%	57.35%	42.65%	-	52.00%
	1	47.83%	59.52 %	67.50%	63.89 %	55.26%	64.44%	69.70%	50.00%	59.15%
2022							62.93%			
	2	36.96%	59.52%	62.50%	63.89%	57.89%	62.22%	66.67%	37.50%	54.88%
	3	41.30%	50.00%	55.00%	61.11%	57.89%	57.78%	57.56%	35.42%	51.22%

- Consommation initiale influence la décision de payer plus (2022).
- Ambiguïté du bénéfice environnemental diminue la coopération (2009), ainsi que l'absence de bénéfice (2022).
- Coopération dans le temps majoritairement stable.
- Sensibilité personnelle à l'environnement n'affecte pas les décisions, mais degré d'altruisme maintient la coopération



# Discussion

- Dans le contexte québécois, une majorité de participants sont prêts à payer plus.
- Les conditions initiales ont leur importance.
- Le bénéfice environnemental joue un rôle marquant.
- Structure basique de la redistribution des profits laissent penser que d'autres approches pourraient accroître la coopération.
- Certaines hypothèses pourraient surestimer la participation (diminution de la consommation soutenue dans le temps, etc).

**Intégrer le développement durable : de la fiscalité aux finances publiques**



**Journée de réflexion**

**13 juin 2024**

**Merci à nos partenaires financiers**



association de  
planification fiscale  
et financière



**CPA**

ORDRE DES COMPTABLES  
PROFESSIONNELS AGRÉÉS  
DU QUÉBEC